

**RAPPORT N° 2025/3-19  
au Bureau de la Communauté  
en séance du jeudi 26 juin 2025**

**OBJET**

**AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU LOCAL DESTINE A UNE ACTIVITE DE RESTAURATION SITUE A LA GARE ROUTIERE DE SAINTE-MARIE COMMUNE DE SAINTE-MARIE.**

**ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 –PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

La CINOR a construit dans le cadre du pôle d'échanges de Sainte-Marie, un local destiné à accueillir une activité de restauration. Le local prévu à cet effet est localisé à proximité immédiate de la gare routière de Sainte-Marie. La surface totale du kiosque est de 114 m<sup>2</sup> répartie de la manière suivante :

- local intérieur : 30 m<sup>2</sup> dont sanitaires (5 m<sup>2</sup>)
- dépendance située à l'arrière du local : 14 m<sup>2</sup>
- terrasse : 70 m<sup>2</sup>

Les prestations attendues ont pour objectifs communs de : proposer une diversité de sandwiches, plats et boissons de qualité et variés en utilisant notamment des produits « pays », d'offrir un accueil de qualité au travers notamment d'un choix de mobilier approprié, confortable, de qualité (non publicitaire) et d'une végétalisation de la terrasse et d'offrir une étendue des plages horaires d'ouverture adaptée aux horaires de la Gare Routière de Sainte- Marie.

Les dispositions du Code Général de la propriété des personnes publiques, notamment celles fixées aux articles L2122-1 et suivants, sur la base desquelles est établie la convention d'occupation temporaire (AOT) objet du présent rapport prévoient, dès lors que cette AOT (autorisation d'occupation temporaire) permet au titulaire d'occuper ou d'utiliser le domaine public en vue d'une exploitation économique, que l'autorité compétente organise librement une procédure de sélection présentant toutes les garanties d'impartialité et de transparence, et comportant des mesures de publicité permettant aux candidats potentiels de se manifester (Article L2122-1-1 du code précité).

Ainsi une procédure de publicité et de mise en concurrence inspirée de la concession de service à procédure simplifiée a été initiée le 20 mars 2025 en vue de l'exploitation de ce site dans le cadre d'une convention d'occupation temporaire du domaine public d'une durée de 5 ans avec une redevance mensuelle applicable de 600 euros par mois.

A la date limite de remise des offres, fixée au 23 avril 2025 à 12 h 00, deux candidatures ont été reçues :

- l'entreprise individuelle « Manzé chez Sandra » représentée par Madame Alexandra INDIANA
- l'entreprise individuelle « Les délices de Nell » représentée par Madame Chrismine CALIMOUTOU SORNOM

Des rachats de candidature et de précisions ont été transmis aux deux candidates, respectivement en date du 21 mai 2025 et 30 mai 2025.

Un nouveau rachat de candidature a été transmis en date du 5 juin 2025 à l'entreprise « Les délices de Nell », qui n'avait pas pu remettre les pièces de candidature dans le délai imparti, et ce, par voie électronique via la plateforme de dématérialisation.

Suite à l'analyse des offres l'entreprise individuelle « Manzé chez Sandra » représentée par Madame Alexandra INDIANA s'est classée première, en obtenant la meilleure note globale avec des valeurs techniques et financières très satisfaisantes.

Vous trouverez en annexe ci-joint le rapport d'analyse des offres ainsi que le projet de contrat final qui sera signé.

Suite à l'analyse des offres, l'entreprise individuelle « Manzé chez Sandra » représentée par Madame Alexandra INDIANA se classe première en obtenant la meilleure note globale avec des valeurs technique et financière très satisfaisantes.

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

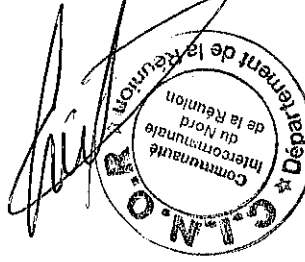
- Approuver les pièces constitutives de la convention d'occupation temporaire du domaine public communautaire pour l'exploitation du local destiné à la restauration à la gare routière de la Commune de Sainte-Marie.

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20250626-BC2025-3-19-DE  
Date de télétransmission : 09/07/2025  
Date de réception préfecture : 09/07/2025

- Autoriser le Président à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public avec l'entreprise individuelle « Manzé chez Sandra » représentée par Madame Alexandra INDIANA et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



**APRES EN AVOIR DELIBERE  
DECIDE**

**ARTICLE 1**

D'approuver les pièces constitutives de la convention d'occupation temporaire du domaine public communautaire pour l'exploitation du local destiné à la restauration à la gare routière de la Commune de Sainte-Marie.

**ARTICLE 2**

D'autoriser le Président à signer la convention d'occupation temporaire du domaine public avec l'entreprise individuelle « Manzé chez Sandra » représentée par Madame Alexandra INDIANA INDIANA et à effectuer toutes les démarches nécessaires à sa mise en œuvre.

Nombre de votants : 13 Suffrages exprimés : 13 Vote pour : 13 Vote contre : 00 Abstention : 00
--

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde

08 JUL 2025

**Le Président,  
Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture 974-249740119-20250626-BC2025-3-19-DE Date de télétransmission : 09/07/2025 Date de réception préfecture : 09/07/2025
--

**DECISION N° 2025/3-19  
du Bureau de la Communauté  
en séance du 26 juin 2025**

**OBJET**

**AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE DU DOMAINE PUBLIC POUR L'EXPLOITATION DU LOCAL DESTINE A UNE ACTIVITE DE RESTAURATION SITUÉ A LA GARE ROUTIERE DE SAINTE-MARIE COMMUNE DE SAINTE-MARIE.**

**ORIENTATION 2 – FAVORISER LE DEVELOPPEMENT EQUILIBRE DU TERRITOIRE INTERCOMMUNAL / AXE 1 – FAVORISER UN AMENAGEMENT CIRCULAIRE / ENGAGEMENT 3 –PRIVILEGIER DES ESPACES DE RESPIRATION ET DE LOISIRS DE QUALITE**

**LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE**

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « L'article L5211-10 autorise, l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions, au Bureau, dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/ n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020 affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédant 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liés aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2025/3-19 du Président ;

Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20250626-BC2025-3-19-DE  
Date de télétransmission : 09/07/2025  
Date de réception préfecture : 09/07/2025